

Les professeurs de Lettres soussignés
Lycée Jean Monnet
Joué-lès-Tours

A l'attention de Madame LEGRAND Sandrine
Inspectrice Pédagogique Régionale de Lettres
Académie d'Orléans-Tours

Madame,

Par la présente, nous souhaitons vous adresser nos ressentis suite à votre dernière intervention face à notre équipe de Lettres le 14 octobre dernier.

Cette « formation » de deux heures seulement, en réalité une simple rencontre, ne nous a pas paru, loin s'en faut, suffisante pour faire le tour de la masse indigeste, ambiguë et difficilement lisible des instructions officielles, deux heures très insuffisantes pour partager avec vous nos doléances, incompréhensions, souffrances face à la complexité des objectifs et à la surcharge de travail qui nous sont soudainement imposées. Au sortir de cette rencontre, nous nous sommes donc retrouvés avec le sentiment d'avoir été, certes, informés, mais pas suffisamment écoutés, et la désagréable impression que ce mode de rencontre ne le permettait pas.

Permettez que les professeurs de lettres que nous sommes-prennent quelques minutes pour vous exprimer par écrit ce que nous aurions aimé avoir le temps de faire à l'oral.

À notre perplexité face à la matière officielle émaillée d'approximations, de préconisations contradictoires ou sibyllines, de formules multiples du type « le professeur pourra », « vous pouvez »..., la réponse la plus pertinente s'est bornée à un : « tout est dans les programmes, il faut lire les programmes » (manière presque élégante de sous-entendre que nous aurions fait l'économie de cette lecture avant de vous interpeller sur nos difficultés). Programmes tellement clairs d'ailleurs que, de votre propre aveu, ils sont sujets à des interprétations différentes et circonstanciées selon les académies.

Nous arrivons à la fin du premier trimestre et nous sommes toujours dans le flou quant au contenu et aux critères d'évaluation de l'examen pour lequel nous préparons nos élèves. Nous n'avons d'ailleurs pu obtenir de vous aucune réponse sur la nouvelle matière HLP pour laquelle la première épreuve est néanmoins prévue au mois d'avril. Le temps de formation était écoulé, ce qui peut être vu comme une illustration de la situation que nous vivons presque quotidiennement dans nos cours.

Nous sommes, par ailleurs, sidérés par la rapidité de la mise en place des programmes sur deux niveaux en même temps, ce qui ne nous permet ni d'y faire face correctement en terme de charge de travail ni d'y préparer convenablement nos élèves. Ce dernier point au moins devrait alerter notre ministre, (nous avons compris depuis longtemps que dans un ministère qui n'a même pas de médecine du travail, le bien-être des personnels n'est pas la priorité) : les élèves de

premières n'ont qu'une année pour préparer la fameuse question de grammaire et les méthodes différentes préconisées pour l'explication linéaire, la dissertation sur œuvre, la contraction de texte. Vitesse ou précipitation?

Le nouveau programme de 1^{ère} concentre l'essentiel de nos doléances avec ses œuvres et parcours imposés, renouvelables par moitié chaque année ! Quelles implications énormes ! Nous ne digérons pas la négation de notre liberté pédagogique, de notre bonheur d'enseigner, de composer des progressions à l'aune de nos esprits et de nos appétences (dont les neurosciences, tant vantées rue de Grenelle, montrent le rôle qu'elles jouent dans les apprentissages). Que dire de nos compétences de professionnels ? Celles qui nous permettent de juger du niveau et des besoins d'une classe et d'adapter son programme en conséquence, de le revoir au fil de l'année selon la progression ou les difficultés de nos élèves. Au lieu de cela, nous voilà obligés de plaquer un enseignement identique à tous les élèves, indépendamment de leurs profils, leurs niveaux, leurs envies. Cela constitue pour nous une négation de notre qualification et de notre expérience, une méconnaissance totale de la réalité du métier de professeur. Il faudrait parler ici aussi de la réalité du niveau des élèves : les instances qui élaborent les programmes refusent-elles de se confronter au niveau réel de leur expression écrite ? Ce n'est pas en alourdissant les demandes et les attentes (plus de livres à lire, plus de textes à traiter, ajout de la question de grammaire) tout en baissant les dotations horaires et en garnissant de plus en plus les classes que ce niveau risque de remonter. Et que dire des épreuves elles-mêmes qui favorisent bachotage et psittacisme (que le projet initial de réforme entendait, intelligemment, bannir de l'exposé oral) : les discussions menant à ces arbitrages ont dû être très intéressantes à suivre mais la cohérence de ces derniers demeure bien mystérieuse à ceux qui ont pour mission de les mettre en œuvre en direction de ceux à qui elles sont censées profiter.

Ceci nous amène à un autre objet d'achoppement, de révolte même : le sacrifice éhonté des filières technologiques. Un programme encore plus lourd pour ces classes avec un nouvel exercice pour le bac qu'ils n'ont jamais pratiqué (puisqu'ils ont « vécu » l'ancienne seconde) et une heure en moins encore ! Comment aider ces élèves pour beaucoup fragiles ou en difficulté (raison importante de leur présence dans ces filières) en ne les accueillant plus que deux heures en classe entière, à 35 élèves, et une heure en demi-classe, par semaine ? Comment peut-on même répondre simplement à leurs questions, à leurs angoisses et assumer néanmoins le programme dans ces conditions ? Sans doute cette « formation » nous en a-t-elle donné l'exemple : pas le temps, au pas de charge, avec le conseil de lire « les cours que nous vous donnons tout faits ». À la différence qu'ils ne sont pas ce public poli et soumis que vous avez eu en face de vous et que de leur abandon naît le chaos dans nos classes.

Nous terminerons cette lettre, qui pourrait être si longue, par la mention de notre charge de travail qui devient intenable, même plus contextualisée à l'adoption d'un nouveau programme mais qui sera renouvelée à la même cadence, chaque année, et ce, jusqu'à notre retraite toujours repoussée, retraite visiblement même pas méritée puisqu'elle va être indexée sur notre salaire de jeune enseignant. Un découragement profond nous mine tous et une souffrance de plus en plus prégnante au cœur de notre travail nous pousse individuellement à chercher des solutions de survie : démission, demande de disponibilité, arrêts maladie, mise à temps partiel. Nous attirons votre attention sur ce dernier point : une partie de notre équipe a fait ce choix pour avoir une charge de travail acceptable, au prix du sacrifice d'un salaire décent. Et on nous impose maintenant deux heures supplémentaires ? Sachant que cela signifiera pour beaucoup une classe

supplémentaire et donc des heures de préparation, de corrections en plus. Doit-on chiffrer le nombre d'heures, de jours, que signifie un paquet de 35 copies type bac en lettres ? Doit-on chiffrer le travail que représente la préparation des oraux ? Des oraux blancs pour lesquels notre établissement nous annonce qu'il ne pourra sans doute pas payer toutes les heures, qu'il faudra « faire des arbitrages » ?

Nous ne pouvons compenser par toujours plus de travail les coupes budgétaires et surtout nous ne le voulons plus. Notre équipe est exsangue et ne sait combien de temps encore elle relèvera le gant (de plomb !) avec panache.

Cette réforme fixe des objectifs impossibles à atteindre avec ses programmes surchargés, voire inadaptés au profil des élèves, le sacrifice de la filière technologique. Elle met aussi en œuvre la perte de sens de notre métier d'enseignants, impuissants à lutter contre le déterminisme social de nos élèves, mettant en œuvre des programmes qui ne prennent pas en compte leur hétérogénéité. Cela génère une véritable souffrance au travail qui ne peut être ignorée et doit être prise en compte par l'institution.

Cette lettre, nous en avons bien conscience, ne changera rien. Nous ne surestimons ni votre pouvoir ni le nôtre. Elle est un signal d'alarme et notre façon de résister à l'absurde, de soulager (un tout petit peu) notre conscience professionnelle. Nous ne pouvons plus rester silencieux.

Nous vous prions d'agréer, Madame l'Inspectrice, l'expression de nos salutations désemparées.

Les professeurs de Lettres signataires du lycée Jean Monnet.